

Les organisations de producteurs et la crise alimentaire

La Fédération internationale des producteurs agricoles

Auteur : Jack Wilkinson, ancien président la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA) < info@capacity.org >, Auteur : Heinz Greijn < editor@capacity.org >

La Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA) représente plus de 600 millions de familles agricoles. Capacity.org a interviewé l'ancien président de la FIPA, Jack Wilkinson, sur le rôle des organisations de producteurs face à la crise alimentaire.

M. Wilkinson, l'objectif de la FIPA est un monde affranchi de la faim, dans lequel les agriculteurs et leurs familles peuvent gagner décemment leur vie. La réalisation de cet objectif est devenue plus difficile, car les pénuries alimentaires mondiales et la flambée des prix poussent des millions de gens en dessous du seuil de pauvreté. On pourrait penser que cette flambée des prix offre une chance aux agriculteurs. Cependant, des millions de petits exploitants dans les pays en développement n'ont pas réagi à cette situation par un accroissement de leur production. Pourquoi pas, et les organisations de producteurs peuvent-elles apporter une aide quelconque ?

Dans de nombreux pays, non seulement dans le monde en développement, les producteurs et les transformateurs sont tributaires de contrats à long terme, et les transformateurs sont peu enclins à augmenter ce qu'ils paient aux agriculteurs. Ainsi, même si le prix du blé monte à 5 000 dollars la tonne, tous les producteurs de blé n'en profitent pas.



Dans beaucoup de pays en développement, le gouvernement maîtrise le marché national. Le but premier est de garantir de bas prix pour les denrées alimentaires destinées aux consommateurs urbains qui disposent souvent de moyens limités pour acheter de la nourriture. Le prix national payé aux agriculteurs est souvent beaucoup plus bas que le prix du marché mondial. En Inde, les prix du blé aux producteurs se sont accrus de 18 % il y a quelques mois, tandis que le prix du blé importé a plus que doublé. Des pays comme la Zambie, l'Argentine, l'Ukraine et l'Indonésie ont interdit les exportations afin de maintenir des prix bas. Cela entraînera un surplus de céréales sur le marché national.

Si il y a pénurie au niveau mondial et si les producteurs individuels ne sont pas suffisamment payés, ils n'augmenteront pas leur production. Le prix de l'essence s'est accru de manière spectaculaire et le prix de certains engrais a plus que triplé ces deux dernières années. Les coûts de transport ont augmenté de presque 300 % au cours

de ces dix dernières années, ce qui limite le transport des céréales en vrac des zones de surplus aux zones de pénurie. En même temps, il y a une énorme demande de cargos due à l'explosion des activités économiques en Inde et en Chine. Tous ces facteurs influent sur les prix des denrées alimentaires.

Les gouvernements devraient collaborer avec les producteurs. De nombreux pays n'ont pas atteint leur capacité maximale en matière de production alimentaire. Un bon nombre d'entre eux seraient capables d'accroître nettement leur production s'ils pouvaient appliquer des stratégies agricoles à long terme qui se préoccupent des questions des droits à la terre et à l'eau et de la faiblesse des infrastructures. S'ils pouvaient obtenir des prix plus équitables, les agriculteurs seraient plus motivés à passer de l'agriculture de subsistance à l'agriculture commerciale à petite échelle. Il serait utile aussi de construire un réseau routier pour que les céréales et le bétail puissent être transportés là où l'on en a besoin, ou de créer des programmes de crédit pour les agriculteurs pour qu'ils puissent emprunter ce dont ils ont besoin pour accroître leur production.

Il y a bien plus de voies possibles pour accroître la production. Le financement est en hausse. L'encours des prêts de la Banque mondiale pour les stratégies de réduction de la pauvreté, qui s'élevait à presque 1,5 milliard de dollars il y a 3 ou 4 ans, est passé à près de 8 milliards. Cependant, dans de nombreux pays, l'agriculture n'est pas l'activité essentielle du développement rural. Dans ce cas, il est difficile d'avoir un programme d'aide global. Chaque donateur a sa propre idée de ce qui devrait être fait. Nous voyons souvent des pays où sont réalisés beaucoup de projets différents, souvent constructifs, mais qui ne font pas partie d'une stratégie globale. Alors, dans de nombreux cas, quand le financement d'un projet s'arrête, les activités du projet s'arrêtent aussi.

Trop souvent, les gouvernements nationaux n'ont pas la volonté d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie avec les organisations d'agriculteurs comme principaux partenaires.

Souvent, les donateurs eux-mêmes mettent sur pied un petit groupe d'organisations d'agriculteurs qui devient leur groupe client et n'est connecté à aucune organisation nationale ou internationale. Il y a peu, l'agriculture dans les pays développés était très rudimentaire, à très petite échelle, et presque sans infrastructure. Cela a changé quand les organisations d'agriculteurs ont commencé à créer des systèmes de commercialisation, des coopératives et des caisses de crédit mutuel. Il y a de nombreuses réussites spectaculaires de stratégies qui pourraient fonctionner une fois adaptées aux contextes culturels et régionaux.

Croyez-vous que les organisations de producteurs soient indispensables pour résoudre le problème de la pénurie alimentaire ?

Absolument ! Dans de nombreux pays, ce sont les seules organisations engagées dans le développement du secteur agricole. Je suis sûr que les organisations de producteurs sont notre meilleur choix. Dans certains pays, le gouvernement les considère comme ennemies parce qu'elles préconisent le changement ou s'engagent dans des partis politiques. Je crois que les groupes de producteurs ne devraient pas se mêler de politique, mais travailler en faveur de leurs adhérents, quels que soient les partis politiques auxquels ils appartiennent.

Dans de nombreux pays, on ne fait aucun cas des organisations de producteurs. Les investissements en matière de développement sont concentrés dans les zones urbaines, notamment dans les infrastructures, la santé, l'assainissement et les écoles. Il faut de fortes organisations de la société civile pour changer cela. Imaginez que vous soyez agriculteur dans une zone où il n'y a ni route ni système de crédit, et que vous entendiez parler d'une pénurie alimentaire mondiale. Cela ne signifierait rien pour vous, car vous seriez trop éloigné de tout le système. Les agriculteurs qui se trouvent dans cette situation n'ont aucun moyen de réagir à la pénurie alimentaire. Au lieu de cela, ils répondent aux besoins de leurs familles et de leurs villages, ce qui est bien. Ce que le gouvernement devrait faire pour ces agriculteurs marginalisés, c'est leur dire : « Nous allons vous donner un crédit, des semences et des systèmes de commercialisation. Pour tout surplus produit par ce village, nous vous garantirons un bon prix par le biais de votre organisation de producteurs. Nous irons chercher ce surplus, nous le nettoierons et nous le vendrons, et l'argent vous reviendra ». Ce sont là des choses très élémentaires qui doivent arriver à chaque coin de chaque pays sur chaque hectare de terre.

Dans une récente lettre adressée à la Commission des Nations Unies pour le développement durable, la FIPA demandait une aide au renforcement des capacités afin de mettre en place de solides organisations d'agriculteurs, en particulier en Afrique. Quel genre d'aide au renforcement des capacités est le plus nécessaire ?

Premièrement, les organisations de producteurs doivent développer des capacités pour réagir à une foule d'initiatives lancées par des organisations qui gèrent des programmes pour l'Afrique, notamment les fondations Gates, Clinton, Rockefeller et Ford, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Les organisations de producteurs doivent mettre en place des plans pour répondre à ces fondations de manière judicieuse. Dans la plupart des cas, les agriculteurs ne sont représentés à aucune réunion.

Deuxièmement, les organisations de producteurs ont besoin de capacités pour mettre au point un plan avec leurs gouvernements nationaux. Il faut beaucoup d'expertise et de ressources pour collaborer avec des chercheurs, développer des stratégies de commercialisation pour les

produits de base et constituer des services de vulgarisation que de nombreux pays ne fournissent plus aujourd'hui. Pour renforcer les capacités des organisations de producteurs, nous avons collaboré avec de nombreuses organisations, telles qu'AgriCord et Agriterra, car elles sont sensibles aux besoins des agriculteurs. Ces organisations gèrent des programmes de renforcement des capacités, permettant aux organisations d'agriculteurs de devenir ce qu'elles représentent vraiment, avec leur propre vision et leur propre plan stratégique, et les ressources nécessaires à la mise en œuvre de ce plan. Elles aident à créer des systèmes de commercialisation et de coopératives pour améliorer la stratégie de commercialisation des organisations de producteurs. La commercialisation est essentielle si l'on veut se développer, et les organisations de producteurs sont les mieux placées pour gérer cette commercialisation. Le secteur agro-industriel a tendance à maximaliser son rendement des capitaux investis en achetant bon marché. Les organisations de producteurs doivent être assez fortes pour négocier des prix équitables et inciter le gouvernement national à faire face aux vraies priorités, comme l'électricité, l'eau, les écoles, la santé, les routes ? les choses requises pour maximaliser la productivité agricole et fournir des emplois aux ruraux.

Quels sont les principales preceptes en matière de renforcement des capacités des organisations de producteurs ?

Souvent, les organismes de développement ou les donateurs créent de nouvelles organisations sans les connecter à d'autres organisations. Les enseignements tirés, s'il y en a, ne sont pas partagés. Les donateurs devraient faire des organisations de producteurs des partenaires, renforcer leur position, les écouter et renforcer ensuite ce qui est vraiment nécessaire pour les développer. Les organisations de producteurs devraient être reliées à d'autres gens, d'autres praticiens, d'autres organisations d'agriculteurs dans la région, ainsi qu'aux organisations nationales d'agriculteurs. Cela les rendrait plus fortes. On a souvent dit que les organisations nationales d'agriculteurs étaient faibles ou qu'elles ne sont pas à l'écoute de leurs membres. Ma réponse est la suivante : « Que fait votre programme pour améliorer cette situation ? Soutenez-vous un groupe parce qu'il partage vos idéaux politiques ou parce que, grâce à lui, votre travail fait bon effet dans ce pays ? Le problème est que de nombreux organismes de développement, au lieu de créer des organisations fortes, les maintiennent petites, séparées, isolées et souvent inefficaces pour le développement d'une stratégie à long terme.

Les organismes de développement devraient faire des organisations de producteurs des partenaires. Ils devraient écouter ce que les organisations de producteurs pensent qu'il est nécessaire de faire. Pour résoudre les problèmes de quelqu'un, il faut se mettre dans sa peau et regarder ce à quoi il se heurte. Il importe aussi de développer des mécanismes de financement permettant aux organisations de producteurs de devenir autosuffisantes, de se développer et de se multiplier, et de faire tache d'huile jusqu'aux villages voisins. La stratégie devrait être lancée au niveau local et se développer progressivement dès que les choses commencent à changer dans la région où l'on travaille.

Depuis qu'a eu lieu cette interview, Ajay Vashee a remplacé Jack Wilkinson à la présidence de la FIPA.

Liens

[Fédération internationale des producteurs agricoles](#) (FIPA)